



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 26 mai 2020

Extrait de la délibération affiché le **28 mai 2020**.

L'an deux mille vingt, le **vingt-six mai à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 mai, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Valléry, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliko **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Eric **LE FEVRE**, Edith **LE ROUX**, Nicolas **BERTIN**, Sandrine **VEERAYEN**, Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Catherine **OMONT**, Thierry **GOUMENT**, Aline **MARECHAL**, Jean-Pierre **LAURENT**, Daniel **FIDELIN** (pouvoir à Corinne **CHOUQUET** à partir de la délibération n°44), Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Daniel **FIDELIN** donne pouvoir à Corinne **CHOUQUET** (à partir de la délibération n°44)

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 26 mai 2020

2020.05/46

CONSEIL MUNICIPAL – CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – ARTICLE L.2122-22 – DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – AUTORISATION

M. Le Maire. – L'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet au Maire, par délégation du Conseil Municipal, d'être en charge, en tout ou partie et pour la durée du mandat de délégations.

Ces délégations sont exercées sous la forme de « **DECISIONS** » et sont exclusives, ce qui signifie que dès lors que le Conseil Municipal les a accordées, il ne peut plus délibérer sur le sujet concerné. Cette délibération doit obligatoirement comporter des bornes qui en limitent le champ.

Il convient en ce début de mandat de la renouveler en y intégrant les dernières modifications législatives. L'objectif de cette délibération, prise par la plupart des villes est, en dehors de la volonté d'alléger les ordres du jour des Conseils Municipaux des questions mineures, **de rendre notre collectivité plus réactive** aux événements qui ne sont pas toujours prévisibles (urbanisme, marchés financiers, procédures au tribunal, etc...).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L 1413-1 ; L 2122-17 ; L 2122-18 ; L 2122-19 ; L 2122-22 et L 2122-23 ;

VU la loi 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit ;

VU la loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 modifiant l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT

- Que, conformément à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie et pour la durée de son mandat, de délégations ;

- Que, conformément à l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé de saisir, pour avis, la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de tout projet de délégation de services publics ou contrat de partenariat, avant que le Conseil Municipal ne se prononce ;

VU le rapport de M. le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **De procéder** à la délégation des dispositions suivantes, prévues par l'article L 2122-22, étant précisé que le Conseil Municipal peut, à tout instant mettre fin à cette délégation.

- 1) Arrêter et modifier l'**affectation des propriétés communales** utilisées par les services publics municipaux.
- 2) Procéder, dans la limite de la recette d'emprunt décidée lors du vote des décisions budgétaires, à la **réalisation des emprunts** destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y

compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au -a- de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du -c- de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les taux des emprunts à taux fixe ne devront pas excéder 5 % et la marge sur taux indexés ne devra pas excéder 1,50%.

- 3) Prendre toute décision concernant la **préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres** ainsi que toute décision concernant leurs avenants (y compris sans incidence financière), lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite des seuils des procédures formalisées publiées au journal officiel de l'Union Européenne dès leur entrée en vigueur en France.
- 4) Décider de la conclusion et de la révision, y compris la résiliation, du **louage de choses** pour une durée n'excédant pas douze ans.
- 5) Passer les **contrats d'assurance** ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.
- 6) Créer, modifier ou supprimer les **régies comptables** nécessaires au fonctionnement des services municipaux.
- 7) Prononcer la délivrance et la reprise des **concessions dans les cimetières**.
- 8) Accepter les **dons et legs** qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
- 9) Décider l'**aliénation** de gré à gré de **biens mobiliers** jusqu'à 4.600 €.
- 10) Fixer les rémunérations et de régler les frais et **honoraires** des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.
- 11) Fixer, dans les limites de l'estimation des Services Fiscaux (Domaines), le **montant des offres** de la commune à notifier **aux expropriés** et de répondre à leurs demandes.
- 12) Décider de la **création de classes** dans les établissements d'enseignement.
- 13) Fixer les **reprises d'alignement** en application d'un document d'urbanisme.
- 14) Exercer, au nom de la commune, **les droits de préemption** définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code sur les zones d'intervention foncière définies au Plan Local d'Urbanisme, dans la limite de **1 000 000 €**.
- 15) Intenter au nom de la commune toutes **actions en justice**, y compris en référé, devant toutes les juridictions sans exception (administratives, judiciaires, financières, ...),
 - Défendre la commune dans toutes les actions intentées contre elle, y compris en référé, devant toutes les juridictions sans exception (administratives, judiciaires, financières, ...)
 - Former tous recours (opposition, appel, pourvoi en cassation, ...) et de défendre contre tous recours formés contre les décisions des juridictions du 1^{er} degré et du second degré ;
 - Représenter la commune lors des instances de conciliation et d'intervenir en son nom dans les actions où elle y a intérêt ;
 - Transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros ;
 - Déposer plainte au nom de la ville auprès du Procureur de la République ;
 - Constituer partie civile, par voie d'action ou d'intervention, dans les cas suivants :

- Vols et dégradations de biens mobiliers et immobiliers communaux ;
 - Atteinte à l'intégrité physique et morale du personnel municipal ;
 - Démolition ou réparation des édifices menaçant ruine.
- Se désister de toute instance devant toute juridiction.
- Cette autorisation recouvre l'ensemble des dossiers de toute nature auxquels la commune peut être confrontée du fait de l'ensemble de ses activités.
- 16) Régler **les conséquences dommageables des accidents** dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de **500.000 €**.
- 17) Donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local Etablissement Public Foncier de Normandie par exemple à MONTIVILLIERS.
- 18) Procéder au dépôt des **demandes d'autorisations d'urbanisme** relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux.
- 19) Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût de **l'équipement d'une zone d'aménagement** concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29/12/2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.
- 20) Réaliser **les lignes de trésorerie** sur la base d'un montant maximum fixé à **800.000 €**.
- 21) Exercer ou de déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du Code de l'Urbanisme, au nom de la commune et dans la limite de **1 000 000 €**, **le droit de préemption** défini par l'article L.214-1 du même code.
- 22) D'exercer au nom de la commune le **droit de priorité** défini aux articles L.240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- 23) De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du Code du Patrimoine relative à la réalisation de **diagnostics d'archéologie préventive** prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.
- 24) D'autoriser au nom de la commune le **renouvellement de l'adhésion** aux associations dont elle est membre.
- 25) De demander aux organismes et collectivités financeurs, l'attribution de subventions pour les projets ayant fait l'objet de prévisions budgétaires
- 26) De procéder au dépôt et à la signature des demandes d'autorisations d'urbanisme relative à la démolition, à la transformation et à l'édification des biens municipaux et relevant du champ d'application du permis de construire, de la déclaration préalable ou de permis de démolir.
- En cas d'absence ou de tout autre empêchement du Maire dans les conditions de l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales, les attributions déléguées susmentionnées sont exercées par un adjoint dans l'ordre de nominations et, à défaut, par un conseiller municipal pris dans l'ordre du tableau ;
- Les actes liés aux décisions prises en application des pouvoirs délégués au Maire par la présente délibération peuvent être signés par les agents communaux ayant reçu délégation de signature tels que cités à l'article L 2122-19 du code général des collectivités territoriales

(Directeur général des services, directeurs généraux adjoints, directeurs et chefs de services) ;

Le Maire doit rendre compte au Conseil Municipal, qui suit, de l'usage de sa délégation. Les décisions prises à ce titre sont de plus annexées au procès-verbal de la séance concernée.

Les délégations consenties en application du 2° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



Envoyé en préfecture le 29/05/2020

Reçu en préfecture le 29/05/2020

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20200526-M_DE200526__7-DE

Envoyé en préfecture le 29/05/2020

Reçu en préfecture le 29/05/2020

Affiché le



ID : 076-217604479-20200526-M_DE200526__7-DE